Séance publique du 23 février 2004

Délibération n° 2004-1716

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Société Valorly - Traité de concession de l'usine d'incinération des ordures ménagères (Uiom) de Lyon-nord - Mise aux normes du traitement des fumées - Projet d'avenant n° 8**

service : Direction générale - Mission d'audit et de contrôle de gestion - Contrôle des gestions externes

Le Conseil,

Vu le rapport du 4 février 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le préambule : objectifs de l'avenant n° 8

La directive européenne n° 2000-76 CE en date du 4 décembre 2000 fixe de nouvelles exigences en matière de conditions d'exploitation des usines d'incinération en ce qui concerne les rejets gazeux et aqueux, dans un souci d'amélioration de la qualité environnementale, et impose une mise en œuvre au plus tard le 28 décembre 2005.

Les travaux de mise aux normes indispensables au respect de cette réglementation ont été présentés au conseil de Communauté pour les deux Uiom Lyon-sud et Lyon-nord le 23 septembre 2002.

En ce qui concerne Lyon-nord, l'obligation de mise aux normes est à la charge de l'exploitant Valorly, de par le traité de concession qui le lie à la Communauté urbaine.

L'avenant présenté ce jour à l'approbation du conseil de Communauté a pour objectif d'organiser les modalités de prise en charge de ces obligations qui constituent des dépenses imprévisibles.

L'équilibre économique du contrat étant modifié, cet avenant permet d'intégrer les incidences financières de ce projet.

Par ailleurs et indépendamment de cette directive européenne, un arrêté préfectoral en date du 12 avril 2000 impose la réalisation d'une étude d'impact santé et la mise en place de relevés complémentaires. Le présent avenant permet parallèlement d'intégrer au contrat les obligations nouvelles imposées au concessionnaire ainsi que les incidences financières en découlant.

La présentation du projet d'avenant n° 8

1° - La mise aux normes des installations

L'investissement

Le programme des travaux a été défini conjointement entre le concessionnaire et la Communauté urbaine et il est annexé à l'avenant. Le concessionnaire a rendu compte à la Communauté urbaine, pour le choix des entreprises réalisant les travaux, des procédures de mise en concurrence qu'il a organisées.

Le montant total de l'investissement à financer, appelé I0 dans le cadre du présent avenant, montant engageant pour le délégataire, s'élève à 23 548 500 € HT (hors frais financiers intercalaires-voir ci-dessous) et se décompose ainsi :

- ensemble des travaux de mise aux normes : 21 206 347,95 € HT,
- maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage, études, assurances, contrôles : 2 220 356,80 € HT,
- investissement arrêté préfectoral pour prescriptions complémentaires : 52 403,33 € HT,

(soit un montant total des investissements de 23 479 108,08 € HT).

Dont il convient de déduire la participation du délégataire au titre du renouvellement (sommes provisionnées par le délégataire pour procéder au remplacement des installations équivalentes et devenues obsolètes), soit - 299 108,08 € HT.

Et auxquels, il convient d'ajouter :

- les frais financiers intercalaires préalables forfaitaires : 28 500 € HT (correspondant aux travaux déjà réalisés),
- la commission de montage du financement : 340 000 € HT.

A ce montant, il conviendra d'ajouter le montant des frais financiers intercalaires calculés de façon définitive à la date de récolement des installations, en fonction du taux révisable réellement constaté (Euribor 1 mois + 0,80 % de marge bancaire) appliqué à l'échéancier de dépenses annexé à titre engageant à l'avenant. Ce montant est estimé à titre indicatif à 767 178,18 € (sur la base d'un Euribor 1 mois moyenne mensuelle décembre 2003 au taux de 2,9310 + 0,80 % de marge bancaire).

Le montant net à financer, appelé I1 dans le contrat, base du financement présenté ci-dessous et estimé à ce jour à 24 315 678,18 € HT, sera définitivement arrêté à la date de réception des installations en intégrant les frais financiers intercalaires tels que présentés ci dessus.

Les modalités de financement

Le montant de cet investissement est porté à la charge du délégataire pendant la durée restant à courir du contrat, soit d'ici le 30 juin 2019.

Afin d'optimiser les conditions de financement de ces nouveaux ouvrages, le délégataire a proposé à la collectivité de mettre en place une cession de créances loi Dailly.

Ce dispositif, par lequel le délégataire cède à la banque les créances qu'il détient sur la collectivité au titre :

- d'une part, de l'élément financier de la redevance d'exploitation due par ce nouvel équipement,
- et, d'autre part, des indemnités en cas de rachat de la concession,

permet de réduire la charge financière répercutée sur la collectivité, comparé à un financement plus traditionnel (économie réalisée de l'ordre de 25 %).

Ce montage, par le niveau de garantie que la collectivité offre à la banque, permet un accès au marché financier et bancaire dans des conditions financières plus favorables. Par ailleurs, ce montage déconsolidant la dette des comptes du délégataire, ce dernier accepte de ne pas percevoir de marge spécifique sur le financement.

Après consultation de différentes banques, les parties sont convenues de retenir l'offre présentée par la banque West LB dans les conditions suivantes :

- financement adossé à une cession de créance loi Dailly avec acceptation (une délibération annexe présentée au conseil communautaire précise les conditions d'acceptation),
- signature d'une convention tripartite organisant le devenir de ce financement en cas de résiliation anticipée du contrat de DSP avec la société Valorly (cf. délibération annexe),

- taux de financement sur la base de l'indice Euribor un mois + marge bancaire de 0,15 %, ce taux étant révisable à la base et pouvant devenir fixe au choix de la collectivité, et sans progressivité, (soit un taux indicatif à 2,2810 % pris en moyenne mensuelle décembre 2003),
- financement à compter de la date de récolement des ouvrages (prévue fin décembre 2005) jusqu'à l'échéance du contrat de concession.

La rémunération du délégataire

En contrepartie de ces nouveaux investissements, d'une part, et des charges d'exploitation supplémentaires liées à la mise en service de ce nouveau process et telles que justifiées par le délégataire, d'autre part, la redevance annuelle d'exploitation P versée par la Communauté urbaine au délégataire est complétée par les éléments suivants :

- l'élément financier, appelé RL MEC, correspond au remboursement du financement dans les conditions définies ci-dessus : sur la base du If indicatif présenté plus haut et de la valeur de l'Euribor un mois pris en moyenne mensuelle décembre 2003, cette redevance s'élèvera à 174 888,46 € HT par mois,
- l'élément fixe complémentaire, appelé RF MEC, couvrant les charges fixes d'exploitation complémentaires, pour un montant de 1 219 731 € HT par an, versée par douzième,
- l'élément proportionnel complémentaire, couvrant les charges proportionnelles d'exploitation complémentaires, pour un montant de 9,66 € HT par tonne.

Ces deux derniers éléments seront versés au délégataire à partir de la mise en service industrielle des installations et indexés dans les conditions définies au contrat.

Par ailleurs, durant les arrêts liés aux travaux et définis dans l'avenant, le délégataire détournera les déchets hors usine. Pour cela, il percevra une rémunération complémentaire de 88,39 € HT par tonne traitée.

2° - Les points divers

Les parties profitent de la conclusion de cet avenant pour porter complément ou simplification du contrat sur les éléments suivants :

L'ajustement de la redevance pour contrôle

La redevance pour contrôle versée par le délégataire à la Communauté urbaine est aujourd'hui calculée sur la base de 1 % du chiffre d'affaires. En vue de procéder à son ajustement, il est convenu de mettre en place un forfait de 150 000 € HT sur justificatifs des frais engagés par la collectivité.

L'amélioration de l'information relative au suivi de l'obligation de renouvellement

Il est convenu de définir dans le contrat l'information que le délégataire transmettra à la Communauté urbaine à l'occasion de l'établissement de son compte-rendu annuel en matière d'obligation de renouvellement.

La méthodologie de calcul du PCI (pouvoir calorifique inférieur) des déchets

Les parties sont convenues d'annexer au contrat la méthodologie de calcul du PCI dans les six mois et applicable à compter du 1er janvier 2005, considérant qu'il s'agit d'un élément d'exploitation indispensable au calcul de la capacité réelle d'incinération des installations.

Ce projet d'avenant a été présenté à la commission consultative de délégation de service public réunie le 26 janvier 2004 qui a émis un avis favorable.

Il est donc proposé au conseil de Communauté d'approuver la conclusion de cet avenant n° 8 ;

Vu ledit dossier ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la commission consultative de délégation de service public ;

Vu le traité de concession en date du 20 septembre 1985 et ses avenants n° 1 à 7 ;

Vu sa délibération en date du 23 septembre 2002 ;

Oùï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

Autorise monsieur le président à signer avec la société Valorly l'avenant n° 8 au traité de concession de l'Uiom Lyon-nord, lequel avenant a pour objet notamment :

. d'autoriser le délégataire à réaliser les travaux de mise aux normes imposés par la réglementation pour un investissement total IO de 23 548 500 € HT (hors frais financiers intercalaires),

. d'accepter d'intégrer à la rémunération du délégataire les éléments complémentaires de la redevance d'exploitation en contrepartie de ces investissements et des charges d'exploitation supplémentaires.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,